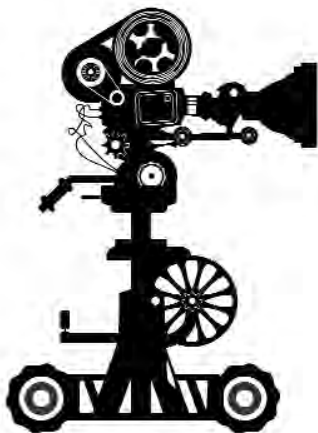


# La fièvre monte à Barcelone

Tomás Ibañez



**A**VEC UN TEL TITRE IL EST DIFFICILE DE NE PAS ÉVEILLER DES réminiscences filmographiques, alors autant y aller carrément.

## LA MÉTAPHORE CINÉMATOGRAPHIQUE

Le film *Good-bye Lenin !* raconte l'histoire d'une femme qui sombre dans un long coma la veille de la chute du mur de Berlin et qui reprend ses esprits lorsque l'ancienne RDA a déjà bien avancé sa transformation en un pays capitaliste « normal ». Son fils, qui veut lui éviter le choc du passage sans transition d'une situation à l'autre, s'ingénie à occulter les signes d'une mutation qui ne pourrait que la plonger dans la plus grande des perplexités.

C'est une perplexité de ce type qui m'envahit il y a quelques mois lorsque, à la veille du Référendum convoqué le 1er octobre par le gouvernement catalan, j'écrivais la première de mes six chroniques sur la « crise catalane ». Son titre, *Perplexité intempestive*, traduisait ma stupéfaction lorsque je comparais la mobilisation populaire du 15 mai 2011 et celle qui avait lieu six ans après.

J'aimerais disposer d'une caméra magique pour filmer ces deux situations puis les projeter afin que, comme dans *Good-bye Lenin !*,

leur contraste plonge les spectateurs dans cette perplexité qui me saisit alors, mais faute d'une telle caméra il ne me reste que les outils langagiers pour tenter de rendre ce contraste et faire entendre les raisons de ma consternation.

### SCÈNE N° 1. LE PEUPLE D'UN CÔTÉ, LE POUVOIR DE L'AUTRE.

En mai 2011, souvenez-vous, des milliers de personnes occupaient la principale place de Barcelone, y installaient tentes et cuisines collectives, constituaient des dizaines de groupes de parole, s'auto-organisaient pour défier les pouvoirs et pour manifester aussi bien leur rejet des partis politiques traditionnels (« Qu'ils s'en aillent tous ! Ils ne nous représentent pas ») que la grogne contre les mesures d'austérité qui s'abattaient sur des secteurs sociaux de plus en plus larges. C'était indéniablement la question sociale qui était au premier rang de la revendication, ainsi que le désir de transformer profondément la politique.

Même si quelques-uns de ces groupes de parole discutaient du « Droit des peuples à l'autodétermination », le fait est que sous le soleil qui inondait la place Catalunya on ne voyait pas une seule *estelada* – le drapeau indépendantiste catalan frappé d'une étoile soit bleue, soit rouge selon les options politiques. Si le gouvernement espagnol était encore socialiste, son homologue catalan se trouvait déjà aux mains de Convergència i Unió (CiU), le parti nationaliste catalan de centre droit, et ce fut lui qui lança les *mossos d'esquadra* (la police catalane) pour déloger sauvagement les occupants de la place. Bien entendu la télévision publique sous contrôle de ce gouvernement n'insista pas sur les images pourtant assez spectaculaires de cette répression contre une population qui n'opposait pourtant qu'une résistance passive.

À peine un mois plus tard la réponse du Mouvement du 15 M consista à encercler le Parlement catalan afin de le bloquer, en conspuant les forces de l'ordre ainsi que les députés, et en obligeant le Président du Gouvernement à s'y rendre en hélicoptère. Dès l'année suivante une grève générale, dans laquelle les syndicats anarcho-syndicalistes s'impliquèrent très activement, paralysait le pays et les manifestations se soldèrent par de nombreux blessés dont une femme à qui une balle de caoutchouc tirée par les *mossos d'esquadra* creva un œil.

Inutile de dire que les secteurs anarchistes s'impliquèrent à fond dans les mobilisations du 15 M et qu'ils tentèrent par la suite d'en prolonger les effets, tout en s'opposant à la séduction par les urnes et au détournement électoraliste du mouvement pour l'intégrer dans les institutions (« Podemos »).

Fin de la première scène et rapide fondu enchaîné sur la deuxième.

## SCÈNE N° 2. UN OCÉAN D'ESTELADES AGITÉES DE CONCERT PAR LE PEUPLE ET PAR LE POUVOIR.

Le 20 septembre 2017, sous une pléthore d'*estelades*, des milliers de manifestants se rassemblaient devant le siège du Département d'économie catalan non pas pour le bloquer en réaction à sa politique d'austérité, mais bien pour le *défendre* contre la perquisition ordonnée par un juge et conduite sous protection de la police espagnole. C'est la défense populaire des institutions gouvernementales catalanes qui se trouvait maintenant à l'ordre du jour.

La tension entre les gouvernements espagnol et catalan est à son comble après la décision formelle de convoquer pour le 1er octobre un référendum d'indépendance déclaré illégal par le Tribunal Constitutionnel et que l'État espagnol s'est engagé à empêcher ; le choc entre les deux gouvernements – qualifié de « choc de trains » – s'annonce aussi inévitable que dramatique. D'un côté, d'importants effectifs policiers sont ramenés sur la Catalogne, de l'autre tout est mis en œuvre pour intensifier l'ampleur de l'appui populaire au référendum. C'est ainsi qu'après avoir remodelé le commandement politique des *mossos d'esquadra* pour s'assurer qu'ils n'empêcheront pas le référendum et avoir remanié la direction de la télévision publique pour la tenir aux ordres, le gouvernement et les associations indépendantistes vont développer une intense campagne pour appeler à participer au référendum avec le dessin d'une urne comme symbole, le mot *Démocratie* comme emblème, et des consignes telles que « Voter te rend libre ».

C'est dans ce climat que les syndicats « alternatifs », y compris, et même surtout, les syndicats anarcho-syndicalistes, annoncent qu'ils convoquent pour le surlendemain du référendum, soit le 3 octobre, une grève générale contre la répression. Cette contiguïté temporelle trace un lien plus qu'implicite entre le référendum pour

la création d'un nouvel État indépendant et l'appel des anarcho-syndicalistes à la mobilisation des travailleurs. Le fait que les Comités de Défense du Référendum (CDR) appellent à occuper massivement les bureaux de vote avant leur ouverture pour les défendre contre la police et que des libertaires secondent cet appel et rejoignent ces comités suggère lui aussi une implication de secteurs anarchistes dans l'appui, direct ou indirect, au référendum pour la création du nouvel État.

Après les brutalités policières du 1<sup>er</sup> octobre, massivement diffusées cette fois-ci par la télévision publique catalane et qui, réminiscence macabre de notre scène n° 1, causeront la perte d'un œil par balle de caoutchouc tirée cette fois-ci par un policier de l'État espagnol, la grève générale du 3 octobre connaît un succès incontestable. La participation est d'autant plus élevée que le gouvernement catalan a laissé quartier libre aux fonctionnaires sous sa dépendance (enseignement, administrations, santé, etc.) pour qu'ils participent sans retenue de salaire à une « journée d'arrêt national » appuyée également par une partie du patronat et par les syndicats majoritaires. La manifestation au cours de cette journée de grève doublée d'un « arrêt national » est énorme, et c'est un tsunami d'*estelades* qui inonde Barcelone dans un enthousiasme débordant puisque le nouvel État catalan sous forme de république semble être à la portée de la main.

La question sociale est noyée par la question nationale qui l'a complètement supplantée. La population et le gouvernement catalan marchent à l'unisson vers la nouvelle république en manifestant leur reconnaissance aux *mossos d'esquadra* dont la connivence avec les organisateurs du référendum atteste que, face à la brutalité de la police espagnole, "notre police" est exemplaire.



**LE FILM ENTRE LES DEUX SCÈNES, DÉROULONS LA BOBINE.**

Cinq ans se sont écoulés entre ces deux scènes, et pour comprendre comment l'on est passé de l'une à l'autre il faut bien entendu examiner ce qui a eu lieu entre-temps, ou du moins les événements les plus significatifs. Déroulons donc la bobine de celluloïd pour contempler quelques-unes des séquences intermédiaires et mieux saisir la trame du scénario.

Quelques mois après la première scène, soit en novembre 2011, les élections législatives espagnoles consacrent la débâcle du Parti Socialiste et octroient la majorité absolue à son rival de droite, le Parti Populaire, lequel lance immédiatement un plan d'austérité économique d'une extrême dureté qui ne sera surpassée que par le parti nationaliste (CiU) au pouvoir en Catalogne. La contestation sociale provoquée par ces mesures s'ajoutant aux graves accusations de corruption finit par entraîner une forte perte de popularité de CiU, ce qui n'augure rien de bon si, comme tout le laisse prévoir, le gouvernement catalan se voit contraint à un avancement électoral.

Mais le ciel s'ouvre brusquement pour dissiper ces sombres présages. En effet, la fête nationale de la Catalogne qui réunit tous les 11 septembre un nombre important de participants connaît en 2012 une énorme affluence. La sensibilité nationaliste blessée et radicalisée par la manière dont le pouvoir central avait laminé le statut d'autonomie voté par les Catalans en 2010, a fait grossir les rangs des participants qui au cri d'*Indépendance !* font flamboyer des milliers d'*estelades*. Croyant que cela pourrait déboucher sur une sorte de répétition du 15 M, bon nombre de ceux qui occupaient les places l'année précédente sont parmi eux.

Impressionné par l'énergie qui couve dans cette multitude, le chef du gouvernement catalan, peu favorable jusque-là à l'indépendantisme, opère alors une conversion fulgurante : il décide non seulement de monter en marche dans le train de l'indépendance mais aussi de se mettre à sa tête et de convoquer immédiatement des élections dont il pense qu'elles vont lui être largement favorables grâce à son revirement indépendantiste.

Ce ne fut pas le cas, CiU perdit des députés mais comme ce fut au profit d'une autre formation nationaliste, les forces indépendantistes obtinrent la majorité absolue et purent former un gouvernement.

À partir de cet instant le gouvernement catalan consacra tous ses efforts à attiser la sensibilité indépendantiste, apportant un total soutien institutionnel à l'Assemblée Nationale Catalane (ANC) et à Omnium Cultural, les deux principales organisations indépendantistes responsables, notamment, de la méticuleuse organisation et de la spectaculaire chorégraphie des successives manifestations du 11 septembre.

C'est ainsi que le sentiment nationaliste s'amplifia progressivement en Catalogne et que la consultation populaire convoquée le 9 novembre 2014 par le gouvernement catalan attira quelque 2,3 millions de votants, dont près d'1,9 million se prononcèrent en faveur d'un État catalan indépendant. Finies l'agitation sociale de masse et les revendications des travailleurs, un seul sujet figurait désormais dans l'agenda politique et dans l'opinion publique : la question de l'indépendance nationale.

Après la consultation du 9 novembre 2014 de nouvelles élections convoquées en 2015 avec un caractère plébiscitaire n'atteignirent pas le 50% des voix en faveur des formations qui soutenaient la proclamation d'un État indépendant ; cependant elles permirent de renouveler la majorité parlementaire indépendantiste et celle-ci s'engagea à consommer la rupture avec l'État espagnol et à mettre en route l'indépendance dans un délai de deux ans. Ce sont les conséquences de cet engagement qui débouchent sur la deuxième scène présentée plus haut.

#### GROS PLAN SUR LES LIBERTAIRES PRIS DANS LA TOURMENTE

Être anarchiste par calme plat n'est pas toujours aisé, nous le savons bien, mais cela devient bien compliqué lorsque la tempête gronde et c'est pourtant dans les situations tendues, difficiles et complexes que les positions anarchistes doivent démontrer qu'elles peuvent tenir la route. 1914, succomber aux tambours de guerre ou pas ? 1936, en Espagne, participer ou pas au gouvernement ? 2002, entre Chirac et Le Pen maintenir notre carte d'électeur vierge ou pas ? etc. La tourmente déclenchée en Catalogne a donc mis les libertaires face à des choix nécessaires, et ils sont bien loin de l'unanimité quant à la position à prendre face à la « crise catalane ». Cependant, un secteur assez important de militants a décidé de prêter main-forte aux mobilisations pour

l'indépendance et continue à s'inscrire actuellement dans la foule « républicaine » de ces mobilisations.

Sont-ils nationalistes ? Heureusement très peu d'anarchistes s'affirment nationalistes, d'ailleurs presque plus personne ne revendique ce terme en Catalogne, même pas les nationalistes. Par contre l'indépendantisme a bien meilleure presse et un certain nombre de camarades n'hésitent pas à s'en revendiquer. Ils déclarent qu'ils ne luttent pas pour l'indépendance d'une nation, et encore moins pour la création d'un nouvel État, mais pour *briser la dépendance à l'égard de l'État espagnol* et permettre qu'une population faite de multiples nationalités et de diverses langues qui habite un certain territoire puisse décider librement la forme politique de sa société. Ainsi, leur indépendantisme se présente comme étant *inclusif, ouvert, non identitaire*, et ne visant pas à rendre indépendantes des nations, mais des peuples et des territoires.

Bien entendu le problème surgit dès que l'on demande de quel peuple et de quel territoire il s'agit. N'est-ce pas du *peuple catalan* et du territoire constituant la *Catalogne* ? Et s'il en est ainsi, n'est-ce pas exactement le même objet que celui dont le nationalisme réclame l'indépendance ?

Lorsque ces libertaires prêtent leur soutien à la réalisation du référendum du 1<sup>er</sup> octobre et contribuent à « protéger les urnes », ils semblent oublier que *l'acteur nécessaire* et le principal créateur et organisateur du référendum, est sans conteste le gouvernement catalan. L'appuyer parce que cela pourrait faire sauter dans les airs la légalité espagnole est certes tentant, mais cela perd de sa valeur si cette opération se déroule sous le parapluie d'une autre légalité instituée que l'on contribue ainsi à renforcer. On peut donc se demander s'il ne vaudrait pas mieux commencer à la miner dès à présent en désobéissant à son exhortation à se rendre aux urnes, plutôt que de l'aider à atteindre ses objectifs en allant grossir les rangs de ceux qui lui servent de « bouclier populaire » face au gouvernement espagnol.

D'autres libertaires, peu motivés par l'indépendance de la nation catalane, pensent cependant qu'il faut s'impliquer dans les luttes en cours car elles peuvent donner lieu à une *rupture* capable d'enclencher un processus politiquement émancipateur, et que la présence anarchiste pourrait élargir cette brèche. Ils y

voient une occasion d'ouvrir des espaces chargés de potentialités, sinon révolutionnaires, du moins porteuses de fortes promesses d'agitation sociale, et ils pensent qu'il est possible de les *déborder* et de leur imprimer une orientation différente, par exemple, de type anticapitaliste. Ce fantasme du débordement possible est à mon sens le signe d'une certaine cécité politique, car il est tout aussi impensable que les nationalistes abandonnent la finalité de leur lutte pour embrasser des objectifs différents, qu'il est impensable de voir le nationalisme catalan laisser se développer un mouvement anticapitaliste sur les improbables ruines d'un État espagnol en déroute ; or, l'idée du débordement ne fait sens que de ces deux manières.

S'agissant, entre autres choses, d'une bataille que se livrent les gouvernements de l'Espagne et de la Catalogne sur des enjeux de pouvoir qui opposent deux nationalismes, il semblerait que d'un point de vue libertaire il soit absurde d'aider à ce que l'un d'eux s'affirme au détriment de l'autre avec la ridicule espérance que cela nous permettrait d'en finir avec ce qui les caractérise, précisément, tous deux, c'est-à-dire avec le mode de production capitaliste et les rapports de domination. Aider à renforcer l'ennemi, et il se trouve que le gouvernement catalan est notre ennemi au même titre que le gouvernement espagnol, n'a jamais été le meilleur moyen pour parvenir à le vaincre.

Cela dit, si la contribution libertaire au développement du projet nationaliste catalan me préoccupe ce n'est pas parce qu'il conduit à l'éventuelle création d'un nouvel État, car en fin de compte il nous faudrait poursuivre nos luttes en son sein comme nous le faisons dans l'État où nous nous trouvons, sans qu'un changement du cadre étatique entraîne une différence qualitative digne d'être mentionnée. Vivre dans un nouvel ou dans un ancien État nous importe peu, par contre, la principale conséquence négative de notre implication dans le conflit actuel c'est que l'affrontement entre l'État institué et l'État en gestation donne des ailes à *l'essor des nationalismes*, comme cela se produit chaque fois qu'il y a un choc entre nationalismes, et cela augure un affrontement entre travailleurs, sans parler, en plus, du correspondant *essor de l'extrême droite* que l'on constate déjà en divers points d'Espagne.



## L'EXAGÉRATION DES ÉPISODES D'AUTO-ORGANISATION

Les libertaires qui se sont engagés dans le mouvement en cours et dans la défense du référendum justifient leur décision de plusieurs manières.

Un premier argument consiste à tracer une division en deux camps dont l'un englobe « ceux qui ont choisi de lutter » en *prenant parti* pour les défenseurs du référendum et contre le gouvernement espagnol, tandis que l'autre rassemble ceux qui ont choisi de « ne rien faire » et de se maintenir en marge du conflit. L'argument masque le fait que l'alternative ne se pose pas en termes de lutter avec les indépendantistes ou de ne pas lutter, car lutter contre le capitalisme et l'État, est tout à fait compatible avec le refus d'aller grossir les rangs de ceux qui se situent sous un drapeau national et qui répondent à l'appel d'un gouvernement, de ses institutions et de ses parlementaires.

Un deuxième argument pour justifier l'implication dans le conflit repose sur la mythification du 1<sup>e</sup> octobre, aussi bien en termes du succès de la participation, qu'en termes de la capacité d'auto-organisation populaire.

Pour ce qui est du succès de la participation il fut en effet considérable, non seulement en raison de l'afflux massif d'électeurs, (dont il est cependant impossible de vérifier le nombre), mais surtout parce qu'il fallut déjouer tous les obstacles dressés par le gouvernement espagnol et surmonter la peur suscitée par la répression. Cependant, il faut bien admettre que si tant de personnes se sont rendues aux urnes, c'est *aussi* parce que les plus hautes autorités politiques de la Catalogne les y ont longuement et énergiquement exhortées, à commencer par le Gouvernement catalan au complet, en continuant par la mairesse de Barcelone, et en passant par plus de 80% des maires de Catalogne, dont une bonne partie, ne l'oublions pas, se situe à droite. En fait, s'il est tout à fait vrai que les interdictions lancées par le gouvernement espagnol furent *désobéies*, on ne peut pas ignorer que les injonctions d'un autre Gouvernement et de nombreuses autorités furent *obéies*.

Pour ce qui est de la capacité d'auto-organisation du peuple lorsqu'il « protégea » les urnes, on la surévalue si on escamote le fait que parallèlement à de magnifiques cas d'auto-organisation, cette protection fut assurée par l'intervention disciplinée de milliers

de militants des Partis et des Organisations indépendantistes. En d'autres termes, l'alouette de l'auto-organisation ne doit pas occulter complètement le cheval d'une hétéro-organisation basée sur la stricte *verticalité* d'une opération qui compta avec des personnes entraînées lors des manifestations du 11 septembre à respecter avec une extraordinaire discipline les instructions des dirigeants de leurs organisations.

Le troisième argument justificatif est celui qui me semble le plus convaincant : il souligne l'importance d'être avec et parmi les gens lorsqu'ils engagent une action collective contre un pouvoir établi, même si l'on ne partage pas tous leurs objectifs. Nous savons bien que la désobéissance à l'autorité, la confrontation avec la police, et la lutte collective contre la répression, font naître des sentiments intenses et ineffaçables qui tissent une forte solidarité et des liens affectifs entre des inconnus qui fusionnent soudainement dans un « nous » chargé de sens politique et d'énergie combative. Cela semblerait justifier à lui seul une participation qui pourrait être le germe de futures luttes.

Il y a cependant des situations où le désir d'être au coude à coude avec les gens qui luttent doit être tempéré par la prise en compte du sens et des implications de cette lutte. Mon sentiment est que dans le conflit catalan on ne peut pas faire l'impasse sur le rapport de l'anarchisme à la question de la nation et du nationalisme, et cela jette un doute plus que raisonnable sur le bien-fondé de l'implication des libertaires dans les luttes indépendantistes.

#### HORS-CHAMP DE LA CAMÉRA : NATIONALISME ET ANARCHISME

Il ne s'agit pas de nier l'existence des nations, celle-ci est largement attestée par les effets de tous ordres qu'elles produisent, ce qui pose problème politique c'est leur *mode d'existence*. Il renvoie, d'une part, aux opérations qui ont fait naître à un certain moment de l'histoire quelque chose *qui n'existait pas auparavant*, la Nation, car bien loin d'être des réalités naturelles les nations tirent leur existence d'affrontements pour le pouvoir et la richesse qui en rassemblant des territoires ont fini par placer sous une même autorité des populations plus ou moins disparates.

Toutes les nations *se construisent* en homogénéisant des hétérogénéités, en effaçant des singularités, y compris sur le plan

linguistique, en décimant la diversité, et c'est la domination politique qui transforme les collectifs humains en nations, en les regroupant dans une catégorie abstraite qui sert à justifier la légitimité d'une manière particulière de gouverner. Défendre une nation c'est donc assumer et légitimer l'histoire de sanglants affrontements pour le pouvoir, et de laminage de la diversité, ce qui est évidemment incompatible avec une position anarchiste, et s'il y a un lieu où aucun anarchiste ne devrait jamais se trouver c'est précisément dans une guerre entre nations et entre nationalismes.

Le mode d'existence de la nation renvoie, d'autre part, au fait qu'il s'agit d'un objet *qui ne se maintient que grâce à certaines pratiques* qui assurent, notamment, *la production symbolique de la réalité nationale*. Pour atteindre son but, c'est-à-dire pour maintenir la nation après qu'elle a été construite, cette production symbolique doit masquer sa nature contingente et sa généalogie tellement peu édifiante qu'elle serait en peine de susciter des loyautés, et c'est le nationalisme qui contribue à effectuer cette occultation en promouvant l'attachement à la nation comme s'il s'agissait d'une appartenance « naturelle ».

#### L'ARGUMENT DE L'AUTODÉTERMINATION DES PEUPLES

Pour certains libertaires le droit universel à l'autodétermination des peuples est un bon argument pour justifier l'implication dans les luttes nationales. Cependant, il faut bien voir que si les insurrections populaires, et les mouvements pour les droits sociaux ne sont jamais transversaux, car ils se heurtent toujours aux classes dominantes qui se regroupent immanquablement d'un même côté des barricades, par contre les processus d'autodétermination, et le mouvement actuel en Catalogne en fait partie, présentent toujours une forte composante interclassiste qui mélange et confond les deux côtés de la barricade. Les luttes pour l'autodétermination exigent une fraternisation entre exploités et exploités dans la poursuite d'un objectif qui n'est jamais celui de dépasser les inégalités sociales et, comme le corrobore largement l'histoire, elles finissent toujours par *reproduire la société de classes*, en assujettissant à nouveau les classes populaires après qu'elles ont été la principale chair à canon dans ces combats.

Bien sûr cela ne signifie pas qu'il ne faille pas lutter contre les nationalismes dominants et tenter de les détruire, mais il faut le faire en dénonçant constamment les nationalismes ascendants, au lieu de confluer avec eux sous le prétexte que cette lutte commune pourrait offrir des possibilités de déborder leurs positions. On peut lutter énergiquement contre l'exercice du pouvoir exercé par une nation dominante pour d'autres raisons que celles de libérer une autre nation, et on peut chercher à atteindre un autre objectif que celui-là. Si, par ailleurs, comme c'est le cas en Catalogne cette autodétermination est parrainée par les instances de pouvoir et établie par le truchement des urnes institutionnelles, les anarchistes ont encore moins de raisons de mettre leurs doigts dans cet engrenage.

#### ÉPILOGUE : CONSTRUIRE LA RÉPUBLIQUE PAR EN BAS

Certains libertaires s'impliquent dernièrement dans les Comités de Défense de la République, originairement impulsés par les indépendantistes d'extrême gauche, qui visent à construire une république socialement juste à partir d'actions concrètes développées par la population.

J'avoue ma perplexité face à cette implication des libertaires car je ne parviens pas à saisir la raison pour laquelle il faudrait placer sous le *parapluie républicain* l'effort pour construire une société qui tende à faire disparaître la domination, l'oppression et l'exploitation. Combattre la Monarchie n'implique nullement lutter pour la République, et notre lutte n'a pas à se référer à la forme juridique/politique de la société que nous voulons construire, mais au modèle social, anticapitaliste et luttant contre toute forme de domination, que nous défendons. Notre objectif ne devrait pas être exprimé en termes de « construction d'une république par en bas », mais en termes de « construction d'une société radicalement libre et autonome », ce qui bien évidemment ne peut se faire que par l'auto-organisation et par en bas.

**Tomás Ibañez**  
**Barcelone, 17 janvier 2018**

### Post-scriptum, fin février 2018

Une scène n° 3 devrait compléter cet article car la situation a changé à nouveau de manière importante. Le gouvernement catalan a été démis de ses fonctions, le parlement a été dissous, le gouvernement central a pris en main la direction des affaires catalanes et les instances judiciaires ont mis en route des accusations qui vont jusqu'à la tentative de rébellion et de sédition contre bon nombre des dirigeants, gouvernementaux ou non, responsables de la feuille de route indépendantiste. Des élections ont été célébrées fin décembre et depuis lors la majorité indépendantiste sortie des urnes se débat dans des contradictions internes qui l'empêchent pour l'instant de former un gouvernement. Pendant ce temps les procédures judiciaires en cours maintiennent quatre personnes en prison préventive tandis que le président démis, et quatre de ses conseillers se sont déplacés en Belgique pour échapper à la juridiction espagnole. Je passe sur l'aspect rocambolesque qui entoura l'éventualité d'un retour clandestin de Puigdemont lors de la constitution du nouveau Parlement catalan, ou de son innovatrice élection à distance, car c'est une question bien plus importante qui me préoccupe. Lorsque début janvier j'entrepris décrire cet article en ayant recours à une métaphore cinématographique, j'étais bien loin de me douter que la suite des événements allait donner à cette métaphore un contenu littéral. En effet, les dirigeants politiques qui avaient assumé la responsabilité de convoquer le référendum pour la constitution du nouvel État républicain et s'étaient engagés à proclamer la République si les résultats du référendum le permettaient reconnaissent, et même proclament, les uns après les autres, que rien n'était prêt pour une telle éventualité et que tout le processus n'avait été qu'une pure fiction, n'ayant qu'un caractère symbolique, bref ce n'était que du cinéma, mais, en plus, du cinéma qui cachait qu'il l'était. Comment vont réagir les « figurants » convoqués à tourner une scène de fiction, le référendum en faveur de la république, dans laquelle les seules choses qui n'étaient pas du tout symboliques mais bien réelles ce furent les coups de matraque des policiers ? Comment vont réagir les libertaires qui se sont embarqués dans une défense du référendum et dans une construction de la république qui n'étaient que des mensonges tissés par la classe dirigeante ? Sans doute, une scène n° 4 devra parachever ce long métrage.